

**Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

Distr. générale
9 mars 2015
Français
Original : anglais

New York, 28 avril-9 mai 2014

**Mise en œuvre du plan d'action de la Conférence
des Parties chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015**

Rapport présenté par la Finlande

Introduction

1. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération nucléaire et un élément essentiel de la sécurité internationale. La Finlande est fermement attachée à la poursuite du désarmement nucléaire, à la non-prolifération des armes nucléaires et aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Les trois piliers de cet engagement sont d'égale importance et se renforcent mutuellement. Tous les États parties ont la responsabilité commune d'en asseoir la crédibilité en réalisant ses objectifs.
2. La Finlande réaffirme son attachement envers le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects et envers l'objectif final qu'est l'élimination de toutes les armes nucléaires. Il importe au plus haut point que le Traité soit universellement appliqué et que ses dispositions soient pleinement respectées.
3. Au titre de la douzième des 13 mesures concrètes convenues à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, tous les États parties sont priés de présenter des rapports périodiques, dans le cadre du processus d'examen renforcé au titre du Traité, sur la mise en œuvre de l'article VI de cet instrument et de l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision 2 adoptée par la Conférence d'examen et de prorogation de 1995, intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires ». Cet appel a été réitéré dans la mesure n° 20 du plan d'action adopté par la Conférence d'examen de 2010. Honorant cet engagement, et dans un souci de transparence et en vue de renforcer la confiance, la Finlande soumet le présent rapport, l'accent étant mis sur la mise en œuvre au niveau national du document final de la Conférence d'examen de 2010.



Désarmement nucléaire

4. La Finlande se félicite des efforts déployés par les États dotés de l'arme nucléaire pour réduire leurs arsenaux nucléaires. Toutefois, plusieurs milliers d'armes nucléaires existent toujours, et nous lançons un appel aux États dotés de telles armes pour qu'ils négocient et finalisent de nouvelles réductions, encore plus importantes, de leurs arsenaux nucléaires, notamment en ce qui concerne leurs armes nucléaires tactiques/non stratégiques, et ce, sans plus tarder. La Finlande exhorte à nouveau les États dotés d'armes nucléaires à s'acquitter pleinement des obligations que leur impose l'article VI du Traité et à entamer des négociations sur les nouvelles mesures à prendre dans le domaine du désarmement nucléaire. Elle se félicite des mesures prises par les États dotés de l'arme nucléaire parties au Traité en vue de promouvoir la coordination, d'améliorer la transparence et de renforcer la confiance entre eux, et des efforts qu'ils déploient pour produire un glossaire sur le désarmement nucléaire. Ces activités peuvent ouvrir la voie à de nouvelles mesures dans le domaine du désarmement nucléaire.

5. La Finlande estime que la sécurité ne peut pas être fondée sur les armes nucléaires et autres armes de destruction massive, et rappelle à cet égard que, conformément au plan d'action de 2010, tous les États parties se sont engagés à adopter des politiques pleinement conformes au Traité et à l'objectif consistant à instaurer un monde exempt d'armes nucléaires.

6. La Finlande se dit vivement préoccupée par les conséquences catastrophiques sur le plan humanitaire qu'aurait une utilisation quelconque des armes nucléaires. Elle a participé aux trois conférences sur les incidences humanitaires des armes nucléaires, accueillies respectivement par les gouvernements de la Norvège, du Mexique et de l'Autriche. Ces trois conférences ont en outre renforcé notre position commune au sujet des incidences humanitaires des armes nucléaires. À la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, la Finlande a adhéré aux deux déclarations sur les conséquences humanitaires, qu'elle considère comme complémentaires et rédigées de façon à se renforcer mutuellement. L'élimination des armes nucléaires n'est possible que si les États qui en sont dotés se mobilisent, en prenant les mesures constructives et de fond qui s'imposent, en vue de la réalisation de cet objectif.

7. L'impasse dans laquelle se trouve la Conférence du désarmement reste un grave sujet de préoccupation. Cette instance qui a produit des résultats historiques et a montré à quel point elle peut être utile devrait reprendre ses travaux et relancer les négociations sur les traités relatifs au désarmement. La Finlande a lancé un appel en faveur d'une revitalisation de la Conférence du désarmement en procédant à un examen de ses méthodes de travail ainsi qu'en augmentant le nombre de ses membres, tout en cherchant des moyens d'aboutir à un consensus.

8. La Finlande attache une grande importance à la prompte ouverture des négociations relatives à un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires. Elle est heureuse d'avoir été en mesure de fournir des services d'experts dans le cadre des activités menées par le groupe d'experts gouvernementaux sur le traité interdisant la production de matières fissiles. Ces travaux devraient préparer la voie aux efforts qui seront consacrés à l'avenir à cet instrument.

9. La Finlande a participé en tant qu'« amie de la Présidence » aux travaux du Groupe de travail à composition non limitée créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/56 en vue d'élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire. Ce groupe a présenté son rapport de consensus (A/68/514) à l'Assemblée générale à l'automne 2013.

10. Le Ministre finlandais des affaires étrangères, M. Erkki Tuomioja, a participé à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire, qui s'est tenue en septembre 2013.

11. La Finlande estime qu'il importe de promouvoir de toute urgence l'entrée en vigueur et la mise en œuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui constitue une mesure essentielle de non-prolifération et de désarmement. Faisant partie du groupe des « amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires », elle a souligné l'importance de l'entrée en vigueur de cet instrument en coorganisant la réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en marge de la session de l'Assemblée générale. Elle a participé activement aux travaux de la Commission préparatoire et de ses groupes de travail subsidiaires. Elle abrite sur son territoire une station sismique primaire et un laboratoire d'analyse des radionucléides, deux installations qui font partie du système international de surveillance.

12. Compte tenu du fait que la société civile devrait participer pleinement aux débats sur le désarmement et la non-prolifération, la Finlande a encouragé et appuyé la participation de la société civile aux travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale, de la Conférence du désarmement, des instances chargées du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, du Groupe de travail à composition non limitée et de l'initiative humanitaire.

13. En application de la mesure n° 22 du plan d'action de 2010, la Finlande a mis en œuvre les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/57/124) sur l'étude de l'Organisation des Nations Unies consacrée à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération en créant un groupe représentant une nouvelle génération de spécialistes éminents dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, de même qu'en finançant un voyage d'études pour ses membres.

Non-prolifération nucléaire

14. La prolifération d'armes nucléaires continue d'être un grave sujet de préoccupation, et c'est la raison pour laquelle la communauté internationale devrait prendre des mesures appropriées dans les cas de non-respect des engagements afin de préserver l'intégrité du régime de non-prolifération et de sa pierre angulaire, à savoir le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

15. Le système international de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) constitue un élément essentiel du régime de non-prolifération nucléaire. La Finlande a toujours souligné que l'accord de garanties généralisées de l'AIEA, complété par le Protocole additionnel, devrait être considéré par tous comme la norme de vérification internationale. Elle considère que cet accord, complété par ledit protocole, constitue la norme de vérification visée au paragraphe 1 de l'article III du Traité. Elle demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de signer et de ratifier le Protocole additionnel sans retard.

16. La Finlande a conclu un accord de garanties généralisées avec l'AIEA et a signé et ratifié le Protocole additionnel.

17. La Finlande se prononce en faveur de la poursuite de la mise en œuvre du système de garanties de l'AIEA en appliquant le concept de l'application des garanties au niveau de l'État. L'application cohérente et universelle de ce concept permettra de renforcer encore l'efficacité et l'efficience du système de garanties de l'AIEA, ce qui contribuera aux efforts déployés en faveur de la non-prolifération à l'échelle internationale.

18. En Finlande, de nouvelles centrales nucléaires et des types inédits d'installations nucléaires tels que l'installation de stockage définitif du combustible nucléaire irradié et son usine d'encapsulation sont en cours d'homologation et de construction. La Finlande met en œuvre le principe des « garanties incorporées », ce qui signifie que les garanties de l'AIEA sont appliquées à un stade très précoce de la planification et de la conception d'une installation nucléaire, met en branle le processus d'échanges de vues entre le fournisseur, l'État et l'AIEA, et confirme que les garanties dûment mises en œuvre dans la nouvelle installation. Les nouvelles installations, de même que celles de type inédit, seront conformes à des normes strictes en matière de sécurité, de sûreté et de respect des garanties, de sorte qu'il sera possible de les exploiter en assurant leur sécurité à tous points de vue pendant toute leur durée de vie.

19. La Finlande continue de fournir un appui extrabudgétaire aux garanties de l'AIEA. Dans le cadre du Programme national de soutien aux garanties, elle a fourni une contribution de 863 000 euros affectée au soutien des garanties de l'AIEA depuis 2010.

20. La Finlande a fourni une contribution financière de 400 000 euros en vue de la mise en œuvre des activités de surveillance et de vérification en République islamique d'Iran dans le cadre du Plan d'action conjoint. Elle appuie vigoureusement les efforts en cours visant à trouver une solution diplomatique à la question du nucléaire iranien, ainsi que les travaux entrepris par l'AIEA au titre du Cadre de coopération.

21. La Finlande est membre de tous les régimes de contrôle des exportations, comme le Groupe des fournisseurs nucléaires et le Comité Zangger, et préconise le renforcement de leurs principes directeurs et arrangements. Elle se félicite de la meilleure application du contrôle des exportations, l'objectif ainsi poursuivi étant de renforcer le régime mondial de non-prolifération nucléaire.

22. La Finlande appuie la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité et est déterminée à ce qu'elle soit effectivement mise en œuvre. À cet égard, elle applique à l'échelon national le règlement n° 428/2009 de l'Union européenne sur le contrôle des exportations. Elle a également renforcé la coordination entre les autorités nationales et les a sensibilisées, ainsi que le public, aux risques posés par la prolifération et au contenu de la résolution du Conseil. Elle a fourni une assistance à d'autres États par le biais de contributions au Partenariat mondial du Groupe des Huit.

23. Depuis 2010, la Finlande a versé une contribution de plus de 1,5 million d'euros au programme de la deuxième ligne de défense entrepris dans le cadre de l'Initiative d'assistance à la lutte contre la contrebande nucléaire. Par exemple, en 2014, les contributions de la Finlande ont servi à financer les efforts de mise en

œuvre de la deuxième ligne de défense déployés aux postes de contrôle des véhicules qui ont été établis en bordure de la frontière entre l'Ukraine et la République de Moldova.

24. La Finlande est fermement attachée au renforcement de la sécurité nucléaire dans le monde entier. Elle a ratifié l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires adopté en 2005 et encourage tous les États à faire de même. Elle continue de fournir un appui financier et en nature aux activités de l'AIEA. Depuis 2010, elle a versé une contribution de 250 000 euros au fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA.

25. Le processus du Sommet sur la sécurité nucléaire a contribué à augmenter la visibilité de cette question et l'a portée à l'attention des instances se situant au niveau politique le plus élevé. La Finlande a activement participé au processus du Sommet sur la sécurité nucléaire, ainsi qu'à d'autres processus internationaux pertinents. La lutte contre le terrorisme nucléaire est une priorité, et la Finlande contribue à cet effort en accueillant la réunion plénière de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire, qui aura lieu au mois de juin 2015.

Utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

26. La Finlande exerce son droit de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques conformément aux articles I, II et III du Traité, tel que le prévoit l'article IV. L'énergie nucléaire figure en bonne place parmi les options dont dispose la Finlande à l'échelle nationale pour assurer son approvisionnement en énergie.

27. La Finlande est un fervent partisan de l'AIEA, ce qui est reflété par le rôle clef qu'elle joue dans le cadre des activités visant à garantir que les pays qui développent leurs capacités d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques le font dans les meilleures conditions de sûreté, de sécurité et de non-prolifération. Même lorsqu'elle a dû faire face à des contraintes économiques et budgétaires, la Finlande a soutenu le mode de financement de l'AIEA en fonction des programmes, et elle a versé ponctuellement et intégralement ses contributions au budget ordinaire de cet organisme et à son Fonds de coopération technique. En plus des contributions obligatoires, elle a fourni des fonds extrabudgétaires et un soutien en nature à l'AIEA.

28. Pour la Finlande, la sûreté nucléaire est une question d'importance planétaire, et son renforcement justifie l'engagement de tous les États parties au Traité. La Finlande est partie à toutes les conventions internationales consacrées à cette question. Elle attache une grande importance à la poursuite de l'amélioration de la sûreté nucléaire et a toujours appuyé les activités menées dans ce domaine par l'AIEA.

29. En outre, la Finlande est en faveur de la mise en œuvre rapide et intégrale du Plan d'action de l'AIEA sur la sécurité nucléaire, qui a été adopté en septembre 2011. Ce plan offre des outils utiles pour renforcer la sécurité nucléaire, tels que les missions d'examen par les pairs réalisées à intervalles réguliers et les moyens visant à inciter les autorités nationales à faire preuve d'une plus grande transparence lors de la publication de leurs rapports. La Finlande a eu largement recours aux services de l'AIEA en matière de sûreté, et elle encourage les autres États à tirer pleinement profit de ces derniers.

30. La Finlande est devenue membre du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants en 2011.

Le Moyen-Orient, en particulier l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient

31. En vue de promouvoir le Traité et la mise en œuvre du plan d'action de 2010, la Finlande a offert d'accueillir la conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive en 2012. Elle a été choisie comme pays hôte et, en octobre 2011, M. Jaakko Laajava, Sous-Secrétaire d'état aux affaires étrangères de la Finlande, a été nommé par le Secrétaire général et les coorganisateur en tant que facilitateur de la conférence, qui aura lieu à Helsinki.
